

CHAPITRE II



UITTER L'ESPAGNE ?

Le 9 novembre 2014, trois cents ans après le 11 septembre 1714 et la défaite de Barcelone face aux troupes du roi d'Espagne (qui marque la fin des libertés nationales de la Catalogne), la Generalitat entend organiser un référendum d'autodétermination. Projet utopique et romantique autrefois, l'indépendance est aujourd'hui une option sérieusement envisagée par une bonne partie des Catalans. Actuellement, plus de la moitié d'entre eux souhaitent la création d'un État indépendant. Si les racines du nationalisme catalan sont profondes, l'indépendantisme a connu un sérieux coup d'accélérateur depuis 2010, et l'invalidation du statut d'autonomie par le Tribunal constitutionnel espagnol. La crise, le sentiment mutuel d'incompréhension et des différences qui semblent pour beaucoup insurmontables alimentent l'indépendantisme. Un mouvement qui rencontre également des résistances fortes à l'intérieur de la Catalogne.

C OMPRENDRE L'INDÉPENDANTISME AUJOURD'HUI

Professeur de sciences politiques à l'université Pompeu Fabra, docteur en philosophie, **Ferran Requejo** est l'un des plus fins observateurs de la société catalane et du mouvement indépendantiste. Pendant longtemps, il a considéré que le fédéralisme était la meilleure forme d'État possible. Mais face à l'incapacité de l'Espagne à accepter ce type de modèle, il a franchi le pas de l'indépendantisme. Selon lui, les tentatives de dialogue avec Madrid se sont toutes soldées par des échecs depuis 1975, poussant de nombreux Catalans à se tourner vers l'indépendance.

Il y a toujours eu des indépendantistes en Catalogne. Pourtant, depuis la fin des années 2000, le mouvement semble prendre de l'ampleur. Comment expliquez-vous cette exacerbation de l'indépendantisme ?

L'indépendantisme a toujours existé, mais il était historiquement très minoritaire. Au XX^e siècle, il ne dépassait pas 15 % de la population. Jusqu'au début du XXI^e siècle, le catalanisme politique défendait une transformation politique de l'Espagne qui permette à la Catalogne d'avoir une place à part et d'avoir son propre gouvernement autonome. Les catalanistes voulaient obtenir une reconnaissance du fait catalan. Ils se battaient pour qu'une grande partie des décisions de politiques publiques affectant la Catalogne puissent se prendre depuis Barcelone.

Ces revendications sont nées avec la Constitution espagnole de 1978 et le retour de la démocratie. Cette Constitution est très ambiguë et ses interprétations, notamment sur les questions territoriales, sont multiples. Le problème, c'est qu'au cours des trois décennies qui ont suivi sa rédaction, les ambiguïtés ont disparu et cela s'est toujours fait à la faveur d'une vision centraliste de l'État espagnol.

La culture politique espagnole, celle des deux grands partis, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et le Parti populaire (PP), est très marquée par la culture politique française. Le modèle des élites madrilènes, de droite comme de gauche, a toujours été la France. Dans l'époque contemporaine, l'Espagne a été une mauvaise copie de la France.

Le virage indépendantiste se produit au début du XXI^e siècle, lorsque la Catalogne tente de reformer son statut d'autonomie, l'*Estatut*. Le nouveau texte reconnaissait à la Catalogne le statut de nation, à l'intérieur de l'État espagnol. Il prévoyait également un renforcement du gouvernement autonome et une

réforme du système de financement de la Catalogne. Le déficit fiscal, la différence entre ce que la Catalogne verse à l'État et ce qu'elle reçoit, s'élève à 8 % de son PIB. Aucune région en Europe ne souffre d'un tel déséquilibre. Il s'agissait de fixer un seuil limite de déficit fiscal autour de 4 % du PIB, sans pour autant remettre en cause la solidarité fiscale de la Catalogne vis-à-vis du reste de l'Espagne. Enfin, l'*Estatut* prévoyait l'établissement de relations bilatérales entre le gouvernement central et le gouvernement autonome. La Catalogne ne voulait plus être une simple communauté autonome parmi les dix-sept autres.

42

Ce processus de réforme de l'*Estatut* s'est soldé par un terrible échec en 2010, lorsque le Tribunal constitutionnel espagnol invalide les quatre principaux points du nouveau texte. Cette décision est un point d'inflexion majeur dans l'histoire récente de la Catalogne. C'est à ce moment-là que l'opinion publique s'est tournée vers l'indépendantisme. Beaucoup de Catalans ont eu le sentiment que toutes les tentatives de dialogue avec le reste de l'Espagne et les longues années de recherche d'un consensus autour de l'*Estatut* n'avaient servi à rien. À partir de ce moment-là, de nombreux Catalans renoncent à une hypothétique réforme constitutionnelle et à une plus grande autonomie. Ils veulent l'indépendance. Désormais, l'indépendantisme est très puissant, il se situe selon les enquêtes entre 45 et 55 % de la population.

La Catalogne n'est pas - encore - indépendante, mais elle a une très forte autonomie. N'est-ce pas suffisant pour les Catalans ?

En Espagne, on a davantage affaire à une décentralisation d'exécution qu'à une décentralisation législative. La grande

majorité des politiques publiques (santé, éducation, transport, économie) se décide à Madrid. C'est l'application de ces politiques qui s'effectue au niveau régional. Le gouvernement central garde la main sur les lois-cadres. Les communautés autonomes ont donc une marge de manœuvre très réduite et ne peuvent prendre des décisions que sur des éléments techniques. L'autonomie de la Catalogne ressemble à de l'emmental, un fromage plein de trous. Le pouvoir central cherche sans cesse à entrer à travers les trous de cet emmental et à empiéter sur les domaines de compétences de la Catalogne. Ainsi, l'éducation est du ressort de la Catalogne, pourtant le gouvernement central remet en cause le principe de l'immersion en catalan et cherche à imposer son modèle.

43

L'Espagne a une vision hiérarchique de l'État et n'a pas de culture fédérale. Pendant longtemps, j'ai défendu un système fédéral plurinational pour l'Espagne. Je pensais que ce système permettrait au Pays basque, à la Catalogne et à la Galice de trouver leur place en Espagne. Mais j'ai renoncé à ce modèle. L'Espagne est incapable de devenir un vrai État fédéral. Cette option, que défendent encore le PSOE et le PSC, partis des socialistes de Catalogne, n'est pas réaliste.

Comme beaucoup de gens, je crois désormais que la Catalogne doit faire son propre chemin, et peu importe si ce chemin va à l'encontre de la Constitution. Si une majorité de Catalans décide de construire un État indépendant, qui peut nous le contester ? La démocratie est plus importante qu'une Constitution. Il y a une confrontation entre la légitimité démocratique de la Catalogne et la légitimité constitutionnelle de l'Espagne.

Quel est le poids de la société civile dans cette montée de l'indépendantisme ?

La société civile a devancé la classe politique. La montée en puissance de l'indépendantisme a été marquée par deux immenses manifestations à Barcelone : celle du 10 juillet 2010 contre l'invalidation de l'*Estatut* par le Tribunal constitutionnel, puis celle de la Diada, la fête nationale catalane du 11 septembre 2012, en faveur de l'indépendance.

Entre ces deux dates, c'est la société civile qui a pris la tête du mouvement indépendantiste et a devancé les institutions. À partir de ce moment-là, la classe politique a pris conscience de l'ampleur du mouvement et *Convergència i Unió* (CiU), le parti au pouvoir en Catalogne, s'est tourné vers l'indépendantisme et a défendu le maintien d'un référendum d'autodétermination. C'est un tournant majeur dans l'histoire de ce parti, qui ne s'était jusqu'alors jamais positionné clairement en faveur d'une consultation.

Mais la société civile continue de faire pression, avec l'organisation de manifestations et d'événements, comme le concert du 30 juin 2013 pour l'indépendance, au stade du Camp Nou, ou la chaîne humaine de près de 400 kilomètres du 11 septembre 2013 qui s'est déployée sur tout le territoire catalan.

Et puis, il ne faut pas oublier l'organisation des référendums symboliques dans la plupart des municipalités catalanes en 2009 et 2011. Cette initiative est également née de la société civile. Il faut d'ailleurs souligner un paradoxe : il existe en Catalogne, comme dans toute l'Europe, un désenchantement et une méfiance vis-à-vis de la classe politique, mais on assiste dans le même temps à une politisation de la société. Actuellement, le seul projet qui suscite un intérêt et un espoir pour les citoyens est celui de l'indépendance.

La crise économique alimente-t-elle l'indépendantisme ?

La montée de l'indépendantisme n'est pas fondamentalement liée à des questions économiques ou à la crise. Les raisons sont beaucoup plus profondes. Le pouvoir central méprise la langue catalane et n'accepte pas les différences : les minorités gênent. Madrid aimerait être à la tête d'un État avec une langue hégémonique, une culture unique et un peuple homogène. Les différences ne sont pas vues comme une richesse, mais comme un inconvénient. Le pouvoir central n'admet pas qu'il puisse y avoir plusieurs manières d'être espagnol. Cette vision se heurte à la réalité catalane et basque.

Le contexte économique n'a donc que peu d'influence sur l'indépendantisme, même si la répartition des richesses est un élément important du débat. Si, en 2012, Madrid avait accepté de réformer le système de financement de la Catalogne, comme le réclamait le président de la *Generalitat* Artur Mas, et avait accordé l'autonomie fiscale, à l'instar de ce qui se fait au Pays basque, je crois que l'indépendantisme ne serait pas aussi important.

Le refus de Madrid de discuter d'une réforme fiscale n'a fait qu'alimenter le désir de séparation. Les questions économiques renforcent un mouvement de fond, qui a une base culturelle et linguistique. Un mouvement qui ne naît pas sous le franquisme, mais qui s'est formé au cours des trois derniers siècles.

Quel rôle joue la langue catalane dans la montée de l'indépendantisme ?

La langue est l'un des éléments les plus déterminants de l'identité catalane. La défense de la langue a toujours été le signe de la résistance et de la lutte pour préserver l'identité catalane. Jusqu'aux années 1960, la langue catalane était prédominante.

Quelle qu'ait été la langue officielle, le catalan était largement majoritaire. À l'école, sous Franco, mes professeurs nous parlaient en castillan, mais dans la cour de récréation et dans la rue, nous parlions catalan.

À partir des années 1960, la Catalogne a accueilli plusieurs vagues d'immigration «de l'intérieur», issues majoritairement d'Andalousie et d'Estrémadure. En quelques années, le nombre d'immigrés est devenu équivalent au nombre d'habitants, et la Catalogne est passée de 3 à 6 millions d'habitants. Cette population s'est bien intégrée à la société catalane et n'a, par exemple, jamais remis en cause l'utilisation du catalan à l'école. Mais elle a continué à parler en castillan. C'est ce qui explique qu'aujourd'hui le catalan et le castillan sont parlés à parts égales. 50 % seulement de la population parle catalan. Il faut également ajouter l'immigration plus récente, issue principalement du tiers-monde, qui parle davantage espagnol que catalan. La défense du catalan est donc décisive aujourd'hui, car dans la pratique c'est une langue menacée.

Les dirigeants conservateurs et le Parti populaire espagnol sont-ils les meilleurs alliés des indépendantistes ?

José María Aznar est l'homme politique espagnol qui a produit le plus d'indépendantistes, surtout lors de son second mandat, entre 2000 et 2004. Il a mis en place une politique d'«espagnolisation» de la société et de recentralisation du pouvoir. Puis le Tribunal constitutionnel a également beaucoup fait en faveur de l'indépendance en censurant l'*Estatut*.

Le gouvernement Rajoy n'a rien fait pour arranger la situation. La loi Wert, du nom du ministre de l'Éducation, qui remet en cause l'éducation publique en catalan, ne fait que renforcer

le mouvement indépendantiste. Mais il faut préciser que, de l'autre côté, la gauche a énormément déçu. On pouvait s'attendre à une meilleure compréhension du fait catalan de la part du gouvernement Zapatero. Or il n'en a rien été. En ce qui concerne la vision de l'État, la gauche espagnole ressemble beaucoup à la droite espagnole : elle est nationaliste et centraliste.

La montée de l'indépendantisme ne risque-t-elle pas d'entraîner la Catalogne vers une dérive nationaliste contraire aux valeurs et aux principes démocratiques ?

Il faut avant tout distinguer les deux concepts : beaucoup d'indépendantistes ne sont pas nationalistes. Ils défendent une Catalogne indépendante pour une question démocratique. Et rappelons qu'en Catalogne le nationalisme a toujours été très démocratique. Les mouvements d'extrême droite ou fascistes ont toujours été très minoritaires. Le nationalisme n'est donc pas un danger pour la Catalogne. À l'inverse, en Espagne, il existe encore une culture fasciste assez présente. On la retrouve dans l'aile la plus conservatrice du Parti populaire. ■

L

A SOCIÉTÉ CIVILE, MOTEUR
DE L'INDÉPENDANTISME CATALAN

Depuis 1980, le drapeau catalan et le drapeau espagnol flottent au-dessus du Parlement catalan, imposant bâtiment construit au XVII^e siècle, situé au fond du parc de la Ciutadella de Barcelone. À l'issue d'une transition démocratique marquée par l'approbation de la Constitution espagnole, en 1977, puis par le statut d'autonomie de la